

APRÈS UN ÉTÉ CANICULAIRE, LA RENTRÉE SERA BRÛLANTE

Depuis des années, les personnel·les du secteur de la santé et de l'action sociale tiennent la prise en charge des patient·es et des résident·es à bout de bras.

Crise sanitaire, plans blancs, épidémies, canicules : nous avons toujours répondu présents, mais l'administration continue de s'appuyer sur notre conscience professionnelle pour masquer les sous-effectifs, les rappels sur repos, les plannings instables et l'épuisement qui s'installe. La conséquence est connue : dégradation des soins, perte de sens, morts évitables aux urgences, en pédiatrie, faute de lits, de blocs, d'imagerie ou de prévention.

Les départs s'accroissent, les vocations s'effondrent, alors qu'il faudrait **80 000 infirmières supplémentaires d'ici 2050** pour maintenir le niveau actuel de prise en charge.

Nous refusons de laisser le secteur de la santé et de l'action sociale s'effondrer.

L'argent public doit servir au soin, pas aux cadeaux fiscaux. Notre responsabilité collective est d'imposer un autre choix de société : un système de santé financé selon les besoins de la population, pas selon la logique d'économies permanentes.

Nous n'avons pas besoin de courage pour tenir. Nous avons besoin de moyens pour travailler.

REVENDICATIONS

- **Recrutements massifs et pérennes** sous statut public et en CDI pour le secteur privé
- **Remplacement systématique des absences** et effectifs réellement adaptés à l'activité
- **Ouverture des lits nécessaires et des urgences** en fonction des besoins de la population
- **Revalorisation immédiate des salaires** et du point d'indice, reconnaissance de la pénibilité et des responsabilités, mise en œuvre de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes
- Suppression des ratios promus-promouvables pour l'avancement dans la fonction publique hospitalière
- **Investissements massifs** dans les bâtiments, l'adaptation climatique et la rénovation énergétique
- **Arrêt des restructurations** qui dégradent les conditions de travail et la qualité des soins
- **Financement public basé sur les besoins de la population**, pas sur la réduction des coûts

CADRES & TECHNICIEN·NES

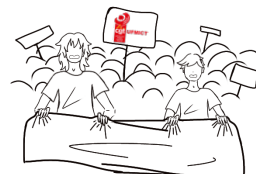
Et pour les cadres, technicien·nes et professions du soin et du lien :

- **Reconnaissance pleine de l'expertise clinique, organisationnelle et technique**, trop souvent invisibilisée dans les réorganisations.
- **Effectifs des cadres de santé adaptés** aux responsabilités réelles : gestion d'équipes épuisées, gestion de crises permanentes, charge administrative croissante.
- **Revalorisation des métiers techniciens et paramédicaux** (manipulateurs radio, technicien·nes de labo, rééducateurs, infirmier·es, etc.), indispensables au diagnostic, à la prévention et à la continuité des soins. Il est urgent de prendre en compte les qualifications, notamment des professions à prédominance féminine
- **Arrêt des injonctions contradictoires** imposées aux encadrant·es : garantir la qualité des soins tout en absorbant les pénuries de personnel et les restructurations
- **Reconnaissance statutaire et salariale de certaines professions, comme pour les psychologues hospitaliers**, dont les missions se sont élargies sans moyens supplémentaires
- **Renforcement des équipes support** (logistique, biomédical, informatique, maintenance) sans lesquelles aucun service ne peut fonctionner



LE 15 SEPTEMBRE

*Faisons monter le rapport de force.
L'été a été chaud, la rentrée sera chaude*



SANS MOBILISATION, RIEN NE CHANGERA.